



3^{ème} trimestre 2015

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France

Altares est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer leur croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance interentreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altares.com et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 13 OCTOBRE 2015

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.com

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01

www.altares.com

Directeur des études

Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE :

VP COMMUNICATION

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
111, Avenue Victor Hugo • 75 116 Paris

Tél : 06 81 29 81 90

www.vp-communication.com

PALMARES ALTARES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

Les indicateurs passent enfin au vert avec 12 500 défaillances d'entreprises sur le 3^{ème} trimestre (-4,8%)

Nette amélioration pour les PME-ETI (-14%)

Le nombre d'emplois menacés retombe sous les 45 000,
comme en début de crise à l'été 2008.

Nanterre le 13 octobre 2015 – Altares, acteur de premier plan de la Data Economy, membre du réseau Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances d'entreprises en France au cours du 3^{ème} trimestre 2015.

« Si les grèves des juges des tribunaux de commerce en mai dernier avaient conduit à brouiller ponctuellement la lecture de la réalité des difficultés des entreprises, l'amélioration ne faisait cependant aucun doute. Le rattrapage des jugements sur le mois de juin ne suffisait pas à inverser la bonne tendance amorcée dès le début du printemps. » Observe Thierry MILLON, Directeur des études Altares.

« L'été vient confirmer que le recul de la sinistralité des entreprises est bien enclenché. La détente est tout à fait dynamique pour les PME-ETI, dont le nombre de cessations de paiement tombe sous le seuil des 800, au plus bas depuis 2008. Les TPE buttent encore sur le perron des 11 000 dépôts de bilan, mais amorcent elles-aussi un virage favorable. Dans ces conditions, le nombre d'emplois menacés par l'ensemble des défaillances d'entreprises retombe sous les 45 000, une performance qui n'avait plus été accomplie depuis l'été 2008. » Souligne Thierry MILLON.

Les défaillances repassent franchement sous le seuil des 13 000

Les tribunaux ont prononcé **12 501 ouvertures de procédures collectives** sur ce 3^{ème} trimestre 2015, un nombre en net recul de **-4,8%** par rapport au même trimestre 2014.

Plus des deux tiers (69%) des décisions concernent des **liquidations judiciaires directes** mais leur nombre (8 627) s'inscrit en baisse de plus de 6% cet été comme lors du 2^{ème} trimestre, traduisant une moindre fragilité des TPE ; la LJ est en effet, très majoritairement prononcée sur des TPE (70% contre 40%).

Le nombre d'ouvertures de **redressement judiciaire** se stabilise autour de la valeur moyenne sur cinq ans, soit légèrement au-dessus de 3 550. Inversement à la liquidation judiciaire directe, le redressement judiciaire est



NANTERRE, LE MARDI 13 OCTOBRE 2015

davantage accordé aux PME-ETI qu'aux TPE ; les premières l'obtiennent près d'une fois sur deux (48 %) contre à peine plus d'une fois sur quatre (27 %) pour les TPE.

Les **sauvegardes** restent peu utilisées et représentent 2,5% de l'ensemble des procédures (318 procédures de sauvegarde). Ce dispositif judiciaire nécessite du dirigeant d'entreprise qui le sollicite de disposer d'une lecture préventive de son activité, afin d'envisager les mesures correctives adaptées ; or, cet exercice, souvent délicat chez les TPE, est plus aisé à mettre en œuvre par les PME-ETI. C'est pourquoi, le recours à la procédure de sauvegarde est cinq fois plus utilisé par ces dernières (10% contre 2%).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

	T3 2011	T3 2012	T3 2013	T3 2014	T3 2015	Evolution 2014/2015
Sauvegardes	297	315	350	355	318	-10,4%
Redressements Judiciaires ou Liquidations judiciaires directes	11 464	11 897	12 790	12 771	12 183	-4,6%
<i>dont RJ</i>	3 473	3 505	3 721	3 584	3 556	-0,8%
<i>dont LJ</i>	7 991	8 392	9 069	9 187	8 627	-6,1%
TOTAL FRANCE	11 761	12 212	13 140	13 126	12 501	-4,8%
Dont PME > 50 salariés	106	85	113	111	66	-40,5%
Ensemble Emplois menacés	48 800	50 100	52 700	53 700	44 800	-16,6%

Les TPE enfin dans le vert !

- Le nombre de défaillances d'entreprises de **moins de dix salariés** demeure très élevé mais amorce un virage positif chez les plus petites comme les plus grandes d'entre elles. Au-delà de 12000 sur les étés 2013 et 2014, le volume des défaillances retombe à 11600 (-3,9%) ce 3^{ème} trimestre 2015. C'est encore un millier de plus que quatre ans plus tôt, mais ce trimestre donne cependant de sérieux motifs de satisfaction. En premier lieu, la sinistralité des plus modestes, les TPE salariant moins de trois personnes, recule de 4% après quatre années de hausse jusqu'à dépasser 9000 procédures l'année dernière. Les TPE de 3 à 9 salariés poursuivent une amélioration (-3%) engagée l'année dernière.
- Les **PME & ETI** accélèrent (-14%) la reprise déjà sensible un an plus tôt (-9%). 875 défaillances (dont 784 cessations de paiement) ont été prononcées ce 3^{ème} trimestre, contre plus de 1100 il y a trois ans et un millier l'année dernière. La baisse du nombre de jugements est sensible (-11%) chez les PME de 10 à 49 salariés. Mais c'est sur la population des PME-ETI de taille supérieure que les tendances sont les plus

NANTERRE, LE JEUDI 9 JUILLET 2015

remarquables. Seulement 66 sociétés d'au moins 50 salariés ont déposé le bilan sur les trois derniers mois. **Ce chiffre n'a jamais été aussi bas sur les dix dernières années** ; aux meilleures périodes (étés 2007 et 2012), cette catégorie d'entreprises comptaient 85 défaillances. Cette performance conduit donc à une moindre pression sur l'emploi ; 44 800 emplois sont menacés par les défaillances cet été, c'est près de 9 000 de moins qu'un an plus tôt.

L'amélioration se dessine, voire se confirme, dans la plupart des métiers

Le bâtiment avait connu un mauvais 3^{ème} trimestre 2014 avec plus de 3 200 cessations de paiement comme sur la même période 2009. Cet été signe donc une correction sensible (-8 %) ramenant la volumétrie des dépôts de bilan juste sous la barre des 3000, un niveau comparable à celui de l'été 2012. La situation s'éclaircit surtout dans le second œuvre, mais reste tendue en maçonnerie générale et construction de maisons individuelles. La tendance du bâtiment tire la moyenne de l'ensemble des activités, le secteur comptabilisant à lui seul le quart des défaillances.

Dans le **commerce**, le nombre de cessations de paiement a reculé de 3 %, tendance partagée par les trois principales composantes, la vente et réparation automobile, le commerce interentreprises et le commerce de détail. Ce dernier porte les trois quarts des sinistres du secteur, et ne parvient pas à redescendre sous le seuil des 1 800 procédures franchi durant l'été 2013. Le commerce de meuble et la vente de prêt à porter parviennent difficilement à stabiliser le nombre de défaillances.

L'industrie manufacturière est résolument dans le vert avec 522 redressements ou liquidations judiciaires, un chiffre au plus bas et en très fort recul (-17 %) par rapport au 3^{ème} trimestre 2014. Pour rappel, le lourd été 2009 avait enregistré la cessation de paiement de 840 industriels.

Le transport routier de marchandises poursuit l'amélioration amorcée dès l'été 2014 et enregistre un recul du nombre de cessations de paiement de plus de 6 % à 258, le meilleur chiffre depuis l'été 2011. Cette tendance est portée par le fret interurbain, qui avait connu un été 2014 plus compliqué, tandis que le fret de proximité repasse dans le rouge (+4 %). Dans les autres activités de transport, les défaillances d'entreprises augmentent dans les taxis et transports routiers de voyageurs.

L'amélioration est très sensible dans **les services aux entreprises** qui enregistrent un nombre de défaillances (1 418) en baisse de 6 % au plus bas depuis cinq ans. La situation reste, cependant, délicate pour les agences de publicité dans les activités techniques et pour la sécurité privée dans les activités administratives. Les services informatiques & édition de logiciels enregistrent des évolutions très favorables (-13 %).

Les services aux particuliers restent dans le rouge (+2 %) tout particulièrement pour la coiffure. Les défaillances d'entreprises sont également plus nombreuses dans les débits de boisson (+8 %) tandis qu'elles se stabilisent dans la restauration (-1 %), en dépit d'une forte dégradation dans la restauration rapide (+10 %). La restauration traditionnelle souffle (-6 %) après un été 2014 difficile.

La situation reste tendue dans **l'agriculture** où les défaillances d'entreprises augmentent de 9 %.

NANTERRE, LE MARDI 13 OCTOBRE 2015

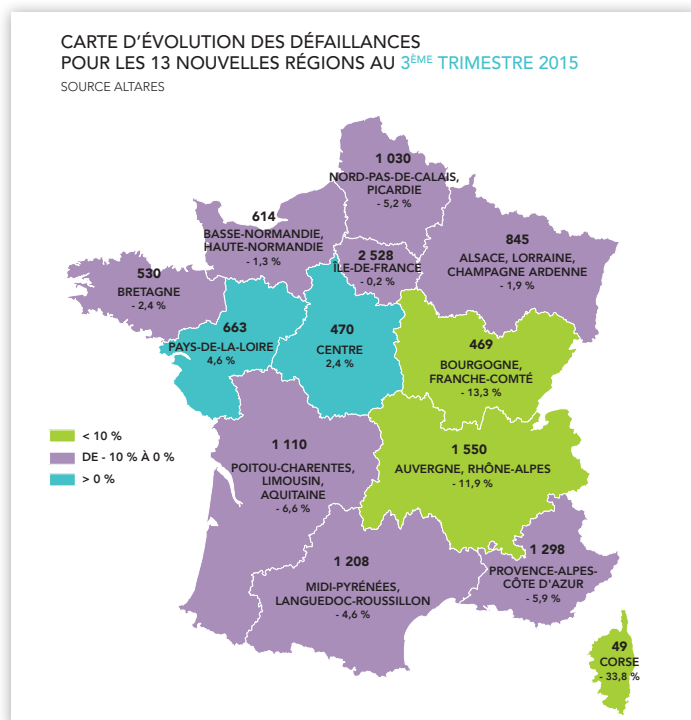
L'essentiel des régions, anciennes et plus encore nouvelles, vivent au vert

Le nouveau découpage régional offre une lecture positive de la sinistralité des entreprises sur le territoire. Seules deux régions enregistrent une hausse du nombre des procédures collectives ; le Centre (470 ; +2,4%) qui demeure proche d'un plus haut depuis la crise (467 durant l'été 2013), et Pays-de-la Loire (663 ; +4,6%) qui signe un record de défaillances. L'Île-de-France est stable (2528 ; -0,2%). La Bretagne (530 ; -2,4%), Provence-Alpes-Côte-D'Azur (1298 ; -5,9%) et Corse (49 ; -33,8%), autres régions inchangées après le futur redécoupage régional, s'inscrivent en amélioration.

Les nouvelles régions s'inscrivent toutes dans le vert.

C'est le cas de Nord-Pas-Calais-Picardie (1030 ; -5,2%), les deux Normandie (614 ; -1,3%), Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (1110 ; -6,6%), Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (1208 ; -4,6%) Auvergne-Rhône-Alpes (1550 ; -11,9%) et Bourgogne-Franche-Comté (469 ; -13,3%).

La nouvelle Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine signe elle-aussi une amélioration (845 ; -1,9%). Toutefois, contrairement aux autres, les anciennes régions qui la composent présentent des tendances opposées. Champagne-Ardenne et Lorraine avait connu un été 2014 difficile (+3% et +9%), inversement à l'Alsace (-21%) ; cette année c'est l'Alsace qui vire au rouge (+15%) tandis que Champagne-Ardenne (-9%) et Lorraine (-10%) sont bien orientées.



Il est possible de succomber... en bonne santé !

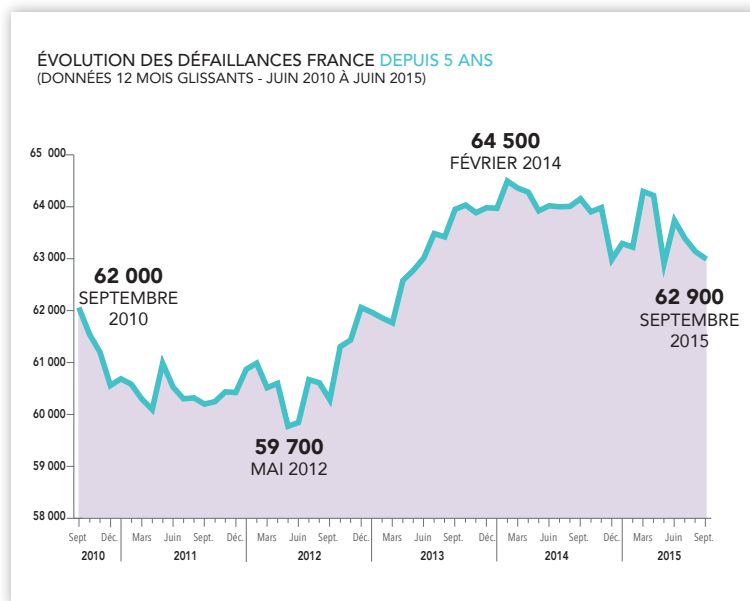
« Le seuil des 60000 défaillances d'entreprises, en rythme annuel, a été franchi en avril 2009 ; depuis il n'a été possible de redescendre en-dessous qu'en mai et juin 2012. 2015 ne permettra pas de réitérer la « performance » après le difficile début d'année.

Pourtant, cet été vient confirmer une tendance déjà favorable sur le deuxième trimestre, mais suspectée de technique, du fait de grèves dans les tribunaux. Mieux encore, la détente s'accélère pour les PME-ETI et s'amorce enfin pour les TPE. L'activité a redémarré.



NANTERRE, LE MARDI 13 OCTOBRE 2015

Attention, toutefois, à bien négocier ce retour des commandes. En effet, les ventes doivent être produites avant d'être livrées, facturées puis encaissées... bien plus tard ; Cela nécessite donc de pouvoir financer préalablement les consommations intermédiaires nécessaires à la production. Or, le constat est clair, comme le notait la récente étude Altaires sur le comportement de paiement des entreprises ; Ce sont les fournisseurs qui sont « invités » à financer cette reprise. Les retards de règlements et les délais s'allongent vite et pourraient asphyxier des fournisseurs au carnet de commandes pourtant garni mais non payé. C'est malheureusement une réalité. Il est possible de succomber en « bonne santé ! » conclut Thierry MILLON.



A PROPOS D'ALTARES > www.altaires.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altaires a pour mission de valoriser le capital Data de ses clients, en transformant leur patrimoine informationnel en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, le Groupe apporte aux décideurs une vision prospective et contextualisée des enjeux business de la nouvelle économie.

Dans un monde en mutation, mondialisation, cloud, big data, open data... Altaires collecte, agrège, analyse, enrichit et structure les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises. Le Groupe aide ainsi ses clients à faire de leurs données un levier de croissance.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, Altaires se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI et PME en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 240 millions d'entreprises dans 220 pays.

La société compte 300 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 60 millions d'euros.

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

9

- 9 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectif
 - Statistiques France par tranches d'âge
- 10 Statistiques France par secteurs d'activité détaillée
- 11 Statistiques France par Région
- 12 Carte d'évolution des ouvertures de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire d'entreprises en région au 3^{ème} trimestre 2015
- 13 Défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

15

- 15 Statistiques des ouvertures de sauvegarde France globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectif
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activité détaillée
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 18 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 3^{ème} trimestre 2015
- 19 Sauvegardes d'entreprises de plus de 10 M€ de Chiffre d'affaires

MÉTHODOLOGIE

20

ANNEXES

DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE - 9 PREMIERS MOIS 2015

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

23

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

26

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

Les données sont arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année.

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE GLOBALE

3 ^{èmes} trimestres	2013	2014	2015
France	12 790	12 771	12 183
Évolution Vs N-1	7,5%	-0,1%	-4,6%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Effectifs	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
0 salarié ou inconnu	4 219	3 919	-7,1%
1 ou 2 salariés	4 861	4 772	-1,8%
3 à 5 salariés	1 899	1 847	-2,7%
6 à 9 salariés	879	861	-2,0%
10 à 19 salariés	543	506	-6,8%
20 à 49 salariés	269	219	-18,6%
50 à 99 salariés	58	35	-39,7%
100 à 199 salariés	29	15	-48,3%
200 salariés et plus	14	9	-35,7%
TOTAL FRANCE	12 771	12 183	-4,6%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Âges	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
moins de 3 ans	2 674	2 603	-2,7%
3 à 5 ans	3 781	3 506	-7,3%
6 à 10 ans	3 025	2 811	-7,1%
11 à 15 ans	1 262	1 276	1,1%
16 à 50 ans	1 971	1 919	-2,6%
51 ans et plus	58	68	17,2%
TOTAL FRANCE	12 771	12 183	-4,6%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

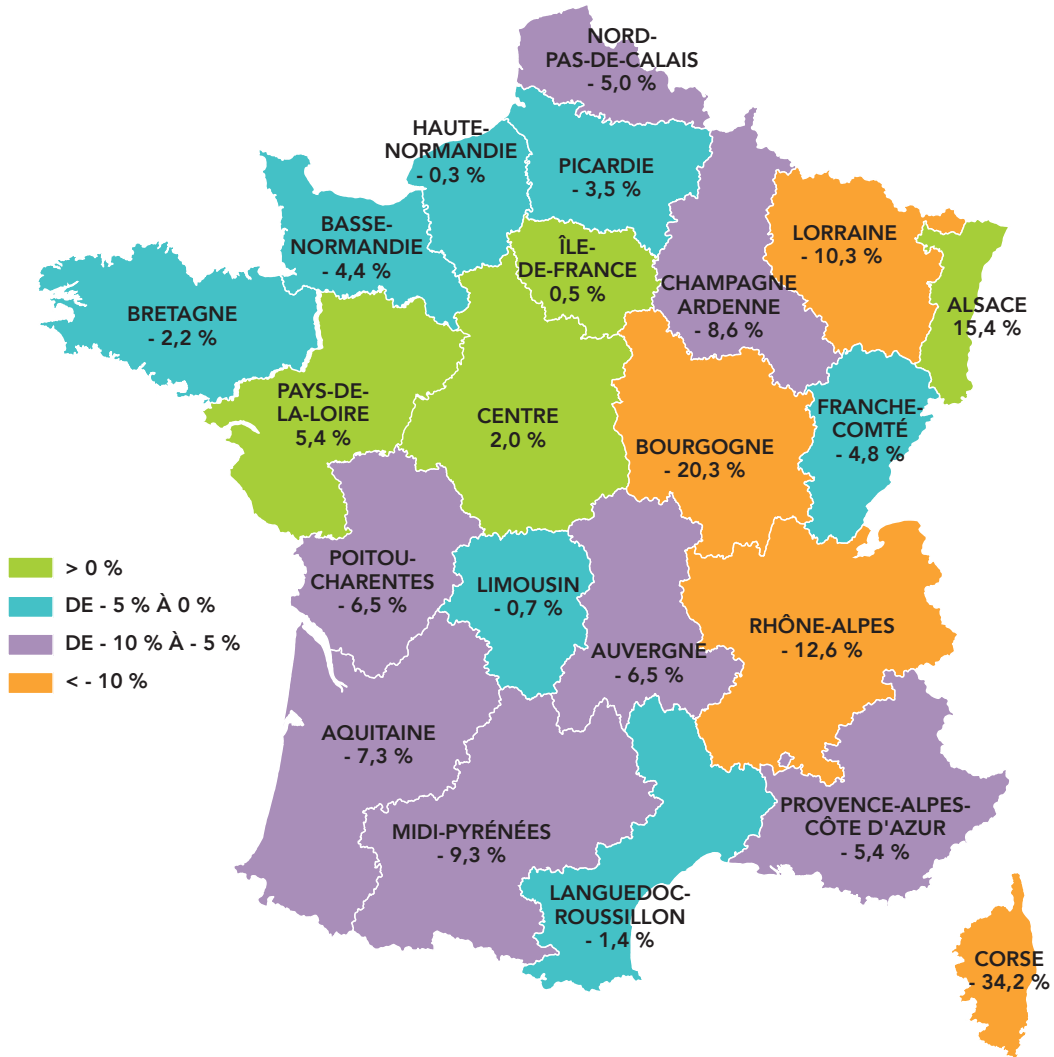
Activités	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
AGRICULTURE	185	202	9,2%
Chasse, pêche, forêt	56	44	-21,4%
Culture	78	83	6,4%
Élevage	51	75	47,1%
CONSTRUCTION	3 684	3 386	-8,1%
Bâtiment	3 232	2 968	-8,2%
Immobilier	452	418	-7,5%
COMMERCE	2 975	2 886	-3,0%
Commerce & réparation de véhicules	443	428	-3,4%
Commerce de détail	1 854	1 800	-2,9%
Commerce interentreprises	678	658	-2,9%
INDUSTRIE	955	846	-11,4%
Industrie agroalimentaire	327	324	-0,9%
Industrie hors agroalimentaire	628	522	-16,9%
INFORMATION & COMMUNICATION	315	284	-9,8%
Services informatiques & édition de logiciels	179	156	-12,8%
Autres activités information & communication	136	128	-5,9%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	377	376	-0,3%
Transport routier de marchandises	276	258	-6,5%
Autres activités de transport	101	118	16,8%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	94	63	-33,0%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 510	1 418	-6,1%
Activités scientifiques & techniques	793	732	-7,7%
Services administratifs aux entreprises	717	686	-4,3%
SERVICES AUX PARTICULIERS	514	526	2,3%
Activités de réparation	66	71	7,6%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	346	373	7,8%
Autres services à la personne	102	82	-19,6%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 647	1 663	1,0%
Hébergement	88	96	9,1%
Restauration	1 319	1 308	-0,8%
Débits de boissons	240	259	7,9%
AUTRES ACTIVITÉS	515	533	3,5%
Santé humaine & action sociale	124	133	7,3%
Activités récréatives	172	170	-1,2%
Enseignement	171	149	-12,9%
Autres activités	48	81	68,8%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	12 771	12 183	-4,6%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Régions	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
Alsace	253	292	15,4%
Aquitaine	647	600	-7,3%
Auvergne	186	174	-6,5%
Basse-Normandie	252	241	-4,4%
Bourgogne	305	243	-20,3%
Bretagne	535	523	-2,2%
Centre	451	460	2,0%
Champagne-Ardenne	243	222	-8,6%
Corse	73	48	-34,2%
Franche-Comté	228	217	-4,8%
Haute-Normandie	362	361	-0,3%
Île-de-France	2 466	2 479	0,5%
Languedoc-Roussillon	654	645	-1,4%
Limousin	143	142	-0,7%
Lorraine	348	312	-10,3%
Midi-Pyrénées	567	514	-9,3%
Nord-Pas-de-Calais	759	721	-5,0%
Pays-de-la-Loire	607	640	5,4%
Picardie	311	300	-3,5%
Poitou-Charentes	338	316	-6,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 340	1 267	-5,4%
Rhône-Alpes	1 528	1 335	-12,6%
DOM et inconnue	175	131	-25,1%
TOTAL	12 771	12 183	-4,6%

CARTE D'ÉVOLUTION DES RJ&LJ PAR REGION 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANÇAISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES
AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015 (DERNIER BILAN PUBLIÉ)

RAISON SOCIALE	DÉPARTEMENT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CHIFFRE D'AFFAIRE EN M€	EFFECTIFS	NATURE DE LA PROCÉDURE	MOIS DE LA PROCÉDURE
SARL CENTRAL VET	92	Île-de-France	1993	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	113	44	RJ	9
EMC TRADING	49	Pays-de-la Loire	2006	4672Z	Commerce interentreprises de minerais et métaux	74	6	LJ	9
JL INTERNATIONAL ETS JEAN LABATUT	33	Aquitaine	1957	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	69	101	RJ	8
POLYMONT IT SERVICES	75	Île-de-France	2013	6201Z	Programmation informatique	55	845	RJ	7
SAINTRONIC	17	Poitou-Charentes	1998	2630Z	Fabrication d'équipements de communication	30	192	RJ	7
SECOMAT INGENIERIE INDUSTRIELLE	13	Provence-Alpes-Côte d'Azur	1979	7112B	Ingénierie, études techniques	42	383	RJ	9
JL DISTRIBUTION	33	Aquitaine	1998	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	32	221	RJ	8
MARCHEGAY	85	Pays-de-la Loire	1966	4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	25	106	RJ	7
UNIVERSO BOIS	57	Lorraine	2007	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	24	22	LJ	9
MD ANGORA FRANCE	49	Pays-de-la Loire	2002	4624Z	Commerce interentreprises de cuirs et peaux	22	37	LJ	9
MONCEY TEXTILES	69	Rhône-Alpes	1988	4642Z	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	21	29	RJ	8

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

DONNÉES AU 1^{ER} OCTOBRE DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES FRANCE GLOBAL

3 ^{èmes} trimestres	2013	2014	2015
FRANCE	350	355	318
Évolution Vs N-1	11,1%	1,4%	-10,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Effectifs	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
0 salarié ou inconnu	102	80	-21,6%
1 ou 2 salariés	72	61	-15,3%
3 à 5 salariés	49	41	-16,3%
6 à 9 salariés	40	45	12,5%
10 à 19 salariés	35	57	62,9%
20 à 49 salariés	47	27	-42,6%
50 à 99 salariés	5	4	-20,0%
100 à 199 salariés	3	2	-33,3%
200 salariés et plus	2	1	-50,0%
TOTAL FRANCE	355	318	-10,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Âges	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
moins de 3 ans	38	33	-13,2%
3 à 5 ans	83	65	-21,7%
6 à 10 ans	102	85	-16,7%
11 à 15 ans	50	32	-36,0%
16 à 50 ans	78	97	24,4%
51 ans et plus	4	6	50,0%
TOTAL FRANCE	355	318	-10,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

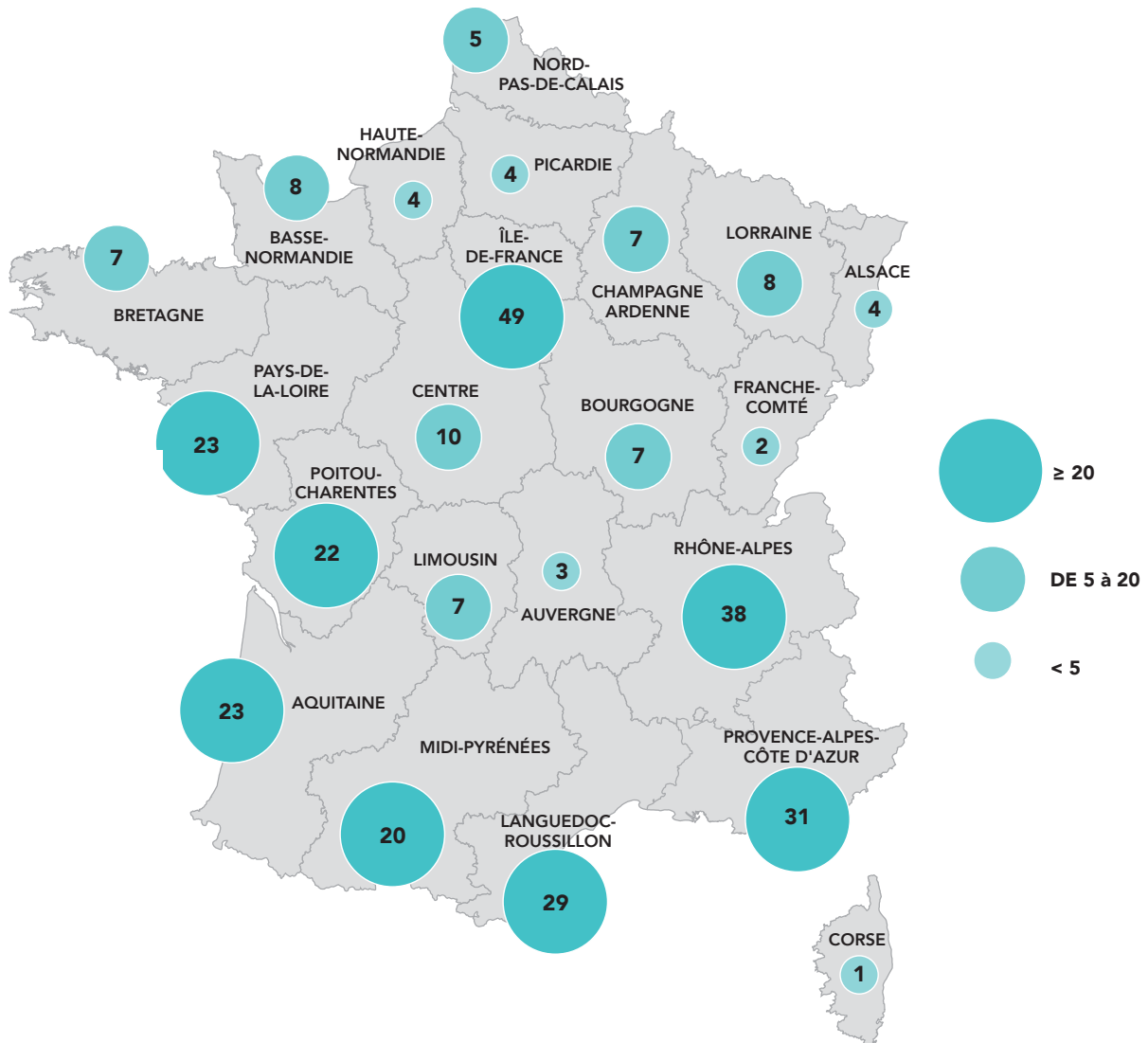
Activités	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
AGRICULTURE	12	7	- 41,7%
Chasse, pêche, forêt	-	1	-
Culture	7	2	- 71,4%
Élevage	5	4	- 20,0%
CONSTRUCTION	60	53	- 11,7%
Bâtiment	36	26	- 27,8%
Immobilier	24	27	12,5%
COMMERCE	74	86	16,2%
Commerce & réparation de véhicules	9	5	- 44,4%
Commerce de détail	44	67	52,3%
Commerce interentreprises	21	14	- 33,3%
INDUSTRIE	31	35	12,9%
Industrie agroalimentaire	7	10	42,9%
Industrie hors agroalimentaire	24	25	4,2%
INFORMATION & COMMUNICATION	8	6	- 25,0%
Services informatiques & édition de logiciels	5	3	- 40,0%
Autres activités information & communication	3	3	0,0%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	3	8	166,7%
Transport routier de marchandises	2	3	50,0%
Autres activités de transport	1	5	400,0%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	6	4	- 33,3%
SERVICES AUX ENTREPRISES	70	49	- 30,0%
Activités scientifiques & techniques	29	19	- 34,5%
Services administratifs aux entreprises	41	30	- 26,8%
SERVICES AUX PARTICULIERS	11	7	- 36,4%
Activités de réparation	1		- 100,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	10	6	- 40,0%
Autres services à la personne	-	1	-
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	67	43	- 35,8%
Hébergement	9	8	- 11,1%
Restauration	52	34	- 34,6%
Débts de boissons	6	1	- 83,3%
AUTRES ACTIVITÉS	13	20	53,8%
Santé humaine & action sociale	5	6	20,0%
Activités récréatives	2	4	100,0%
Enseignement	3	5	66,7%
Autres activités	3	5	66,7%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	355	318	- 10,4%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION
AUX 3^{ÈMES} TRIMESTRES 2014 ET 2015

Régions	3 ^{ème} trimestre 2014	3 ^{ème} trimestre 2015	Évolution T3 2015/2014
Alsace	5	4	-20,0%
Aquitaine	37	23	-37,8%
Auvergne	4	3	-25,0%
Basse-Normandie	3	8	166,7%
Bourgogne	6	7	16,7%
Bretagne	8	7	-12,5%
Centre	8	10	25,0%
Champagne-Ardenne	6	7	16,7%
Corse	1	1	-
Franche-Comté	2	2	0,0%
Haute-Normandie	5	4	-20,0%
Île-de-France	67	49	-26,9%
Languedoc-Roussillon	25	29	16,0%
Limousin	6	7	16,7%
Lorraine	6	8	33,3%
Midi-Pyrénées	20	20	0,0%
Nord-Pas-de-Calais	9	5	-44,4%
Pays-de-la-Loire	27	23	-14,8%
Picardie	8	4	-50,0%
Poitou-Charentes	17	22	29,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40	31	-22,5%
Rhône-Alpes	42	38	-9,5%
DOM et inconnue	3	6	100,0%
TOTAL	355	318	-10,4%

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015

SOURCE ALTARES



LES SOCIÉTÉS DE PLUS DE 10 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN PROCÉDURE DE SAUVEGARDE
AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2015 (DERNIER BILAN PUBLIÉ)

RAISON SOCIALE	DÉPARTEMENT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CHIFFRE D'AFFAIRE EN M€	EFFECTIF	MOIS DE DE SAUVEGARDE
SEMCO ENGINEERING	34	Languedoc- Roussillon	1986	2899B	Fabrication d'autres machines spécialisées	37	92	9
PROSECO INT	33	Aquitaine	2006	4329A	Travaux d'isolation	15	61	9
PROFIL 06	83	Provence- Alpes-Côte d'Azur	1992	4299Z	Construction d'autres ouvrages de génie civil	15	97	7
TILDA	34	Languedoc- Roussillon	1988	4711D	Supermarchés	14	36	8
LATECOERE AEROSERVICE	31	Midi- Pyrénées	2013	3316Z	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux	12	116	7
TMO	49	Pays-de-la Loire	1980	4662Z	Commerce interentreprises de machines-outils	10	11	7

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegardes d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plan de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5ème position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉTUDIÉS DANS LES ANALYSES ALTARES SE DÉFINISSENT DE LA FAÇON SUIVANTE :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99

ANNEXES

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

9 PREMIERS MOIS 2015

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 9 PREMIERS MOIS 2015

(Situation au 1^{er} octobre de chaque année)

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE GLOBALE

9 mois	2013	2014	2015
France	44 905	45 033	45 230
Évolution Vs N-1	3,9%	0,3%	0,4%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Effectifs	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
0 salarié ou inconnu	16 432	14 209	-13,5%
1 ou 2 salariés	15 669	17 936	14,5%
3 à 5 salariés	6 681	6 855	2,6%
6 à 9 salariés	3 145	3 135	-0,3%
10 à 19 salariés	1 961	1 977	0,8%
20 à 49 salariés	855	863	0,9%
50 à 99 salariés	173	155	-10,4%
100 à 199 salariés	74	64	-13,5%
200 salariés et plus	43	36	-16,3%
TOTAL FRANCE	45 033	45 230	0,4%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Âges	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
moins de 3 ans	8 063	7 742	-4,0%
3 à 5 ans	13 700	13 664	-0,3%
6 à 10 ans	11 178	11 073	-0,9%
11 à 15 ans	4 676	4 880	4,4%
16 à 50 ans	7 241	7 623	5,3%
51 ans et plus	175	248	41,7%
TOTAL FRANCE	45 033	45 230	0,4%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Activités	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
AGRICULTURE	936	912	-2,6%
Chasse, pêche, forêt	189	159	-15,9%
Culture	428	409	-4,4%
Élevage	319	344	7,8%
CONSTRUCTION	13 107	13 132	0,2%
Bâtiment	11 313	11 366	0,5%
Immobilier	1 794	1 766	-1,6%
COMMERCE	10 198	9 976	-2,2%
Commerce & réparation de véhicules	1 569	1 452	-7,5%
Commerce de détail	6 355	6 176	-2,8%
Commerce interentreprises	2 274	2 348	3,3%
INDUSTRIE	3 209	3 118	-2,8%
Industrie agroalimentaire	1 113	1 121	0,7%
Industrie hors agroalimentaire	2 096	1 997	-4,7%
INFORMATION & COMMUNICATION	1 048	1 012	-3,4%
Services informatiques & édition de logiciels	620	561	-9,5%
Autres activités information & communication	428	451	5,4%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 313	1 248	-5,0%
Transport routier de marchandises	999	916	-8,3%
Autres activités de transport	314	332	5,7%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	352	268	-23,9%
SERVICES AUX ENTREPRISES	5 359	5 286	-1,4%
Activités scientifiques & techniques	2 809	2 761	-1,7%
Services administratifs aux entreprises	2 550	2 525	-1,0%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 912	1 945	1,7%
Activités de réparation	231	253	9,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	1 275	1 315	3,1%
Autres services à la personne	406	377	-7,1%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	5 561	6 122	10,1%
Hébergement	361	419	16,1%
Restauration	4 410	4 782	8,4%
Débites de boissons	790	921	16,6%
AUTRES ACTIVITÉS	2 038	2 211	8,5%
Santé humaine & action sociale	581	637	9,6%
Activités récréatives	596	687	15,3%
Enseignement	554	553	-0,2%
Autres activités	307	334	8,8%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	45 033	45 230	0,4%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Régions	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
Alsace	1 257	1 155	-8,1%
Aquitaine	2 345	2 347	0,1%
Auvergne	675	696	3,1%
Basse-Normandie	893	872	-2,4%
Bourgogne	970	983	1,3%
Bretagne	2 035	1 875	-7,9%
Centre	1 560	1 674	7,3%
Champagne-Ardenne	786	803	2,2%
Corse	289	248	-14,2%
Franche-Comté	723	734	1,5%
Haute-Normandie	1 153	1 178	2,2%
Île-de-France	8 577	9 136	6,5%
Languedoc-Roussillon	2 443	2 340	-4,2%
Limousin	491	516	5,1%
Lorraine	1 384	1 397	0,9%
Midi-Pyrénées	2 017	1 939	-3,9%
Nord-Pas-de-Calais	2 579	2 615	1,4%
Pays-de-la-Loire	2 140	2 252	5,2%
Picardie	1 090	1 023	-6,1%
Poitou-Charentes	1 223	1 202	-1,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 652	4 771	2,6%
Rhône-Alpes	4 776	4 697	-1,7%
DOM et inconnue	975	777	-20,3%
TOTAL	45 033	45 230	0,4%

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 9 PREMIERS MOIS 2015

(Situation au 1^{er} octobre de chaque année)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES FRANCE GLOBAL

9 mois	2013	2014	2015
FRANCE	1 202	1 198	1 158
Évolution Vs N-1	10,5%	-0,3%	-3,3%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Effectifs	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
0 salarié ou inconnu	337	318	-5,6%
1 ou 2 salariés	233	225	-3,4%
3 à 5 salariés	158	157	-0,6%
6 à 9 salariés	144	152	5,6%
10 à 19 salariés	143	155	8,4%
20 à 49 salariés	138	108	-21,7%
50 à 99 salariés	25	25	0,0%
100 à 199 salariés	14	11	-21,4%
200 salariés et plus	6	7	16,7%
TOTAL FRANCE	1 198	1 158	-3,3%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Âges	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
moins de 3 ans	114	94	-17,5%
3 à 5 ans	271	242	-10,7%
6 à 10 ans	314	316	0,6%
11 à 15 ans	166	151	-9,0%
16 à 50 ans	318	333	4,7%
51 ans et plus	15	22	46,7%
TOTAL FRANCE	1 198	1 158	-3,3%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ 9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Activités	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
AGRICULTURE	32	41	28,1 %
Chasse, pêche, forêt	0	5	-
Culture	22	19	-13,6 %
Élevage	10	17	70,0 %
CONSTRUCTION	250	241	-3,6 %
Bâtiment	142	127	-10,6 %
Immobilier	108	114	5,6 %
COMMERCE	283	261	-7,8 %
Commerce & réparation de véhicules	42	23	-45,2 %
Commerce de détail	164	181	10,4 %
Commerce interentreprises	77	57	-26,0 %
INDUSTRIE	113	122	8,0 %
Industrie agroalimentaire	27	33	22,2 %
Industrie hors agroalimentaire	86	89	3,5 %
INFORMATION & COMMUNICATION	29	24	-17,2 %
Services informatiques & édition de logiciels	22	14	-36,4 %
Autres activités information & communication	7	10	42,9 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	16	23	43,8 %
Transport routier de marchandises	10	11	10,0 %
Autres activités de transport	6	12	100,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	25	18	-28,0 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	205	218	6,3 %
Activités scientifiques & techniques	86	97	12,8 %
Services administratifs aux entreprises	119	121	1,7 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	43	20	-53,5 %
Activités de réparation	3	0	-100,0 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	29	18	-37,9 %
Autres services à la personne	11	2	-81,8 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	150	126	-16,0 %
Hébergement	27	28	3,7 %
Restauration	110	89	-19,1 %
Débites de boissons	13	9	-30,8 %
AUTRES ACTIVITÉS	52	64	23,1 %
Santé humaine & action sociale	14	22	57,1 %
Activités récréatives	13	14	7,7 %
Enseignement	14	18	28,6 %
Autres activités	11	10	-9,1 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	1 198	1 158	-3,3 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION
9 PREMIERS MOIS 2014 ET 2015

Régions	9 premiers mois 2014	9 premiers mois 2015	Évolution 9 mois 2015/2014
Alsace	52	20	- 61,5%
Aquitaine	99	97	- 2,0%
Auvergne	20	18	- 10,0%
Basse-Normandie	23	37	60,9%
Bourgogne	21	15	- 28,6%
Bretagne	20	31	55,0%
Centre	35	43	22,9%
Champagne-Ardenne	19	17	- 10,5%
Corse	2	4	100,0%
Franche-Comté	11	16	45,5%
Haute-Normandie	22	19	- 13,6%
Île-de-France	152	145	- 4,6%
Languedoc-Roussillon	65	91	40,0%
Limousin	18	19	5,6%
Lorraine	27	23	- 14,8%
Midi-Pyrénées	63	66	4,8%
Nord-Pas-de-Calais	38	32	- 15,8%
Pays-de-la-Loire	73	83	13,7%
Picardie	40	16	- 60,0%
Poitou-Charentes	64	75	17,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	145	141	- 2,8%
Rhône-Alpes	169	137	- 18,9%
DOM et inconnue	20	13	- 35,0%
TOTAL	1 198	1 158	- 3,3%